Wacław Brzeziński, *Legal Protection of Natural Environment in Poland*, Wrocław 1974, Ossolineum, 156 pages.

En Pologne, la science du droit, et notamment du droit administratif, s'intéresse depuis longtemps aux problèmes de la protection de l'environnement. Mais c'est seulement dans la dernière décennie que des recherches en ce sens se sont développées, de nombreuses études et plusieurs ouvrages monographiques ont paru et des travaux ont été entrepris sur une vaste échelle auxquels, à côté de juristes, participent les représentants d'autres sciences sociales, avec la coopération des naturalistes et techniciens.

L'ouvrage du professeur W. Brzeziński, promoteur des recherches juridiques dans ce domaine, lauréat du Prix Elisabeth Kaub 1975, est fondé sur la riche acquis de la législation de la Pologne Populaire et l'expérience en matière de fonctionnement des institutions juridiques. C'est pourquoi l'auteur était en mesure de répondre à cette question fondamentale : quelles sont les normes juridiques qui garantissent, et dans quelle mesure, des rapports socio-économiques susceptibles de prévenir des changements nocifs ou indésirables dans le milieu naturel et offrent en même temps des conditions propices à l'utilisation des richesses de ce milieu en vue de satisfaire les besoins sociaux courants et futurs. L'ouvrage n'est pas évidemment un système du droit polonais de protection de l'environnement, car il ne s'agit pas tant de donner une information complète que d'exposer une synthèse des solutions les plus caractéristiques du droit polonais.

Ainsi dans l'ouvrage, édité en anglais, on trouve des problèmes concernant l'organisation de l'espace dans les agglomérations urbaines, et notamment l'aménagement du territoire, l'habitat, la protection du paysage, la protection contre le bruit, la protection des eaux et de l'air, des sols et des forêts, ainsi que le problème général de la protection juridique du milieu naturel dans le contexte du système de l'économie socialiste planifiée.

Une évaluation générale des normes juridiques relatives à la protection de l'environnement sert d'introduction aux développements sur les problèmes juridiques fondamentaux en cette matière. L'auteur souligne qu'il ne s'agit pas d'un système cohérent de droit, car cette problématique se retrouve dans divers domaines du droit, tout comme les problèmes socio-économiques du milieu naturel apparaissent dans divers domaines de la vie et de l'économie nationale. Par ailleurs, le défaut de cohérence s'explique par la création espacée dans le temps de solutions juridiques et par des réglementations juridiques séparées de différents éléments du milieu naturel.

L'auteur fait remarquer — et sa remarque a un poids particulier — que le droit polonais de protection de l'environnement a pris naissance parallèlement au système juridique de l'économie planifiée, et qu'il n'est pas intégré à celui-ci, ce qui fait que les solutions juridiques actuelles ne peuvent pas être reconnues pour suffisantes, car elles ne sont pas pleinement efficaces. Du reste, toute la problématique de la protection de l'environnement a un caractère conflictuel, en ce sens que, fréquemment, des contradictions surgissent entre les intentions concernant le développement de la production et des forces productives d'un côté, et les postulats de la protection de l'environnement de l'autre. Et bien que ces contradictions ne puissent, dans un État socialiste, avoir un caractère antagoniste, elles entravent sérieusement les mesures de protection. Cela ne signifie pas, bien entendu, que l'on puisse totalement éliminer ces conflits, notamment à l'aide d'une réglementation juridique, mais l'intégration complète du système de protection de l'environnement à celui de l'économie

planifiée — ce que postule l'auteur — devrait entraîner une diminution et une atténuation des conflits existants.

De l'avis de l'auteur, la solution indispensable consiste à inclure dans les plans économiques des tâches relevant de la protection de l'environnement. La pratique des dernières années a confirmé la justesse de cette thèse.

L'instrument incontesté et le plus universel de protection de l'environnement est le plan d'aménagement du territoire, dont toutes les caractéristiques, et avant tout la complexité territoriale, ainsi que la prise en considération des éléments économiques, de temps et d'espace, en font la forme la plus efficace de solution des conflits d'ordre social qui apparaissent dans les processus de protection de l'environnement. Le professeur Brzeziński voit dans le plan d'aménagement du territoire le moyen le plus important, et commente largement le rôle qu'il joue de coordination horizontale et verticale. Il montre en même temps les possibilités encore inexploitées et postule des solutions juridiques futures dans ce domaine.

Outre les questions fondamentales de nature générale, l'ouvrage s'occupe des questions spéciales liées, entre autres, aux éléments de l'environnement qui ne sont suffisamment protégés sur le plan juridique, c'est-à-dire, en premier lieu, de la protection contre le bruit et de la protection du paysage. L'auteur montre comment cette protection est mise en oeuvre dans le cadre des dispositions en vigueur, souvent par une voie indirecte. Il se prononce en même temps en faveur des actes juridiques appropriés, en indiquant les orientations de cette réglementation fondée sur les solutions, qui se sont vérifiées dans la pratique, appliquées dans certaines régions du pays dans le cadre du droit dit local.

L'ouvrage du professeur Brzeziński porte sur l'aspect juridique de la protection de l'environnement, mais il résulte clairement du raisonnement et des thèses de l'auteur qu'il ne faut pas surestimer le rôle du droit, car une bonne et complète réglementation juridique n'offre que les bases d'une protection efficace. Le droit n'est en effet qu'un instrument de réalisation de la politique économique, et il ne jouera son rôle que lorsque le système de détermination des tâches économiques cessera d'être subordonné principalement à des fins d'exploitation lesquelles, par la nature des choses, servent davantage les besoins courants au préjudice évident des générations futures. Les travaux législatifs et de planification entrepris après la parution du livre tiennent compte de ce postulat à un degré toujours plus élevé.

Adam Jaroszyński